

## LA SÉLECTION DES PROJETS AU CFSI

Plusieurs donateurs nous ont interrogés sur la façon dont les projets soutenus par le CFSI étaient sélectionnés.



© AF-TAISNE

Chaque année, le CFSI lance des appels à projet auprès de ses 26 organisations membres. Chacune peut envoyer une ou plusieurs propositions présentant les objectifs de l'action menée et les résultats attendus. Pour les sélectionner, le conseil de direction (autrement dit le conseil d'administration du CFSI comprenant les membres élus par l'assemblée générale) a mis en place un comité consultatif chargé d'étudier les dossiers soumis. Actuellement, 4 personnes y participent à titre bénévole. Elles apportent leurs compétences en agronomie, développement local ou encore évaluation de projets. Leur regard extérieur et leur expertise permettent d'étudier en toute indépendance les projets soutenus. A l'issue de ses travaux, le comité consultatif propose au bureau du CFSI (l'instance qui comprend le président, 2 vice-présidents, le trésorier et le se-

crétaire) les projets sélectionnés. Sur cette base, le bureau prend la décision finale de sélection. Une convention est alors signée avec chaque organisation qui obtient un financement. Elle formalise les engagements en matière d'objectifs, de réalisations, de suivi et de contrôle.

**En 2008, plus de 25 projets ont été sélectionnés pour lutter durablement contre la faim et la pauvreté.**

## AVEC LE CFSI

- **VOUS LUTTEZ CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETÉ** en donnant à des familles les moyens de devenir autonomes.
- **VOUS PRIVILÉGIEZ UN TRAVAIL SUR LA DURÉE** avec des associations locales, proches des besoins des populations.
- **VOUS PERMETTEZ À CES ASSOCIATIONS LOCALES DE PARTICIPER** pleinement au développement de leur pays ou de leur région.

Le CFSI soutient des actions réalisées par les organisations locales des pays en développement. Il mobilise à cet effet l'expérience et la compétence d'ONG françaises spécialisées en agriculture, élevage, artisanat, etc.

ASSOCIATION CRÉÉE EN 1960, RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE NOS COMPTES SONT DISPONIBLES SUR DEMANDE.



© JM. RODRIGO

# Le Courrier du CFSI

Durablement contre la faim - NOVEMBRE 2008



**L'AGRICULTURE FAMILIALE, UNE SOLUTION CONTRE LA FAIM**

**DES ÉLUS ET DES ASSOCIATIONS PRENNENT EN MAIN LEUR DESTIN**

**QUAND LES FEMMES FONT RECULER LA FAIM**

**LA SÉLECTION DES PROJETS AU CFSI**



**SOUTENIR L'AGRICULTURE FAMILIALE, UNE SOLUTION CONTRE LA FAIM**  
PAR PASCAL ERARD, RESPONSABLE PLAIDOYER

Lors d'un séminaire de travail organisé en octobre dernier par le CFSI et SOS Faim Belgique et Luxembourg, Ramatou Abdou Beidi, chargée de la condition féminine dans une organisation paysanne nigérienne, a indiqué que la crise actuelle n'est pas vraiment alimentaire.

« Ce qui manque, ce n'est pas la nourriture mais l'argent pour l'acheter. Au Niger, 80 % de la population tente de vivre de l'agriculture familiale. C'est parmi elle qu'on trouve la plupart des victimes de la faim. Certains agriculteurs choisissent d'aller en ville où ils vont s'entasser dans les bidonvilles. Ils tentent de survivre avec des petits boulots. Pour lutter contre la faim et la pauvreté, il faut avant tout soutenir l'agriculture familiale pour qu'elle développe sa capacité à nourrir les paysans et les citadins, à créer des emplois sources de revenus

décents. Pour cela, il faut des politiques agricoles et protéger la production locale face aux importations. Il est également indispensable que les bailleurs de fonds tels que l'Union européenne ne reprennent pas d'une main ce qu'ils donnent de l'autre : quelle efficacité peut bien avoir l'aide au développement agricole si au même moment l'Union européenne subventionne ses exportations et concurrence de manière déloyale l'agriculture africaine ? ».

Au terme du séminaire, les participants africains et européens ont lancé un appel aux candidats aux élections européennes de juin 2009 en faveur de politiques européennes cohérentes avec l'objectif de lutte contre la faim.



© SOS FAIM LUXEMBOURG



**quand les femmes font reculer la faim**

© JM; RODRIGO / MISOLA / ECHOPPE

**Au Mali, des femmes font reculer la faim**

Au Mali, comme dans beaucoup de pays sahéliens, les groupements féminins sont souvent très dynamiques. Ceux de la commune de Sony dans la région de Kayes sont exemplaires. Ils rassemblent 426 femmes. En octobre 2006, celles-ci ont aménagé un terrain et se sont cotisées pour acheter des semences. Grâce à un financement du CFSI, elles se sont formées pour mieux gérer le réseau d'irrigation. En partageant des moyens, elles ont récolté davantage d'oignons, de gombo ou encore de niébé, une variété de haricot fortement appréciée. Une partie des récoltes a été commercialisée, l'autre autoconsommée. Début 2008, elles ont obtenu de nouvelles terres. Un nouvel appui financier des donateurs du CFSI va leur permettre d'étendre le réseau d'irrigation et de se former à la gestion. Ceci pour disposer de légumes frais et ainsi mieux se nourrir et vendre sur le marché local. **Ce projet est mené par le GRDR, association membre du CFSI, avec le soutien financier du CFSI et de la commune de Sony.**

**Au Niger, des organisations féminines luttent contre la malnutrition infantile**

Au Niger, 4 enfants sur 10 ne mangent pas à leur faim. Affaiblis, ils ont du mal à résister à des maladies comme la rougeole ou la diarrhée que l'on peut pourtant soigner facilement quand un enfant est bien portant. Pour remédier à cette situation, des femmes nigériennes ont créé des coopératives pour améliorer l'alimentation des jeunes enfants. Elles produisent la farine Misola à partir de céréales locales comme le mil ou le sorgho. L'ouverture d'une nouvelle unité de production à Niamey fin 2007 a d'ores et déjà permis d'améliorer la situation nutritionnelle de 2 000 enfants. Le CFSI a décidé de poursuivre l'appui à ce projet pour créer de nouvelles coopératives de production et obtenir la reconnaissance de ce programme par les autorités locales. **Ce projet est mené par Misola, association membre du CFSI, avec le soutien financier du CFSI. Avec 12 500 euros, soit 375 dons de 30 euros, le CFSI pourra poursuivre son appui à ce projet.**

**Au Togo, les restauratrices de rue mettent en place un commerce équitable local**

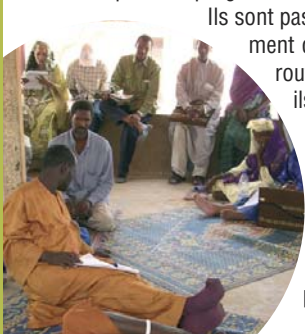
A Lomé, capitale du Togo, il est de plus en plus difficile de cuisiner à la maison car le prix du charbon de bois a fortement augmenté. C'est pourquoi beaucoup d'habitants préfèrent acheter aux restauratrices de rue des plats préparés. Mais les prix des produits alimentaires ont fortement augmenté. Pour les ménages pauvres qui consacraient déjà près de 80 % de leur revenu à la nourriture, la situation est devenue intenable : le maïs, produit de base de l'alimentation, atteint souvent des prix tels qu'il devient inabordable tant pour les familles de Lomé que pour les restauratrices de rue. Pour contrer cette difficulté, des femmes se sont organisées avec le soutien de deux associations locales, Echoppe Togo et Association village entreprise. L'idée mise en pratique est simple : inciter les paysans producteurs de maïs et les restauratrices de rue de Lomé à s'entendre pour maintenir un prix stable toute l'année, accessible aux consommateurs pauvres et rémunérateur pour les paysans. En quelques mois, déjà plus de 250 paysans et 40 restauratrices ont passé un accord. Le projet doit encore s'étendre pour atteindre son véritable résultat, celui d'assurer une alimentation de base à un prix modéré et équitable aux ménages pauvres ou modestes de Lomé. **Pour y parvenir, le CFSI recherche 120 000 Euros. Cet argent permettra notamment de pré-financer l'achat de semences, former les producteurs de maïs et les restauratrices de rue.**

**sénégal**

**DES ÉLUS ET DES ASSOCIATIONS PRENNENT LEUR DESTIN EN MAIN**

Début octobre, 4 représentants d'associations et du département de Bakel au Sénégal sont venus discuter avec le CFSI des résultats d'un projet soutenu depuis 2007. Depuis quelques années, la décentralisation a conduit les communes à s'organiser. A Bakel, un groupement d'intérêt communautaire a été créé. Grâce au soutien financier du CFSI et à un apport technique du GRDR, association membre du CFSI, ses membres ont mis en place un programme sur deux ans. Aujourd'hui, ils dressent fièrement le bilan de leurs activités.

Ils sont passés d'une logique de projet à court terme à la réflexion sur le développement de leurs communes qui va de la maîtrise de l'eau à l'aménagement des routes. Ils se sont dotés d'outils pour mieux gérer leur territoire. Par exemple, ils ont appris à réaliser des appels d'offres pour, comme le soulignait l'un d'entre eux, «travailler dans la transparence». Et face à la pression de la hausse générale des prix et à l'avenir de leur agriculture menacée par la convoitise d'entreprises étrangères qui veulent acquérir des terres pour produire des agro-carburants, ils s'organisent. Pour que leurs enfants puissent demain vivre de leurs terres, ils cherchent à améliorer les cultures et à mieux organiser les marchés locaux pour permettre à tous de produire, transformer et consommer localement.



© AL. CONSTANTIN